

Ce n'est pas la fin du capitalisme, ce n'est même pas la remise en cause de l'économie de marché ? «Est-ce seulement la revanche de l'Etat sur le marché, de la régulation sur la dérégulation, de l'Europe sur les Etats-Unis ?» (Cf. Les Gracques in *Le Monde* du 13/11/2008). La réponse est plutôt l'inverse : ce sont les marchés qui ont pris en otages les Etats. Les gouvernements ont cédé : 2 500 milliards de dollars ont été injectés dans le système bancaire pour sauver des «banques sans bilan».

Ces observations reflètent bien l'ambiance dans laquelle s'est tenu le G20 convoqué pour combattre la crise financière et économique très grave qui secoue le capitalisme mondial. Mais les Etats-Unis, par la voie de G. Bush, ont été très clairs : la prospérité, c'est le marché.

Le bonheur est dans le capitalisme !

La réunion du G20 qui a eu lieu le 15 novembre avait deux objectifs à atteindre :

1 - Trouver une stratégie de riposte à la très grave crise du capitalisme

2 - Réformer le système monétaire international de façon à redéfinir les contours d'une finance globalisée qui a péché par excès.

Le monde capitaliste vit aujourd'hui une crise majeure et une menace

forte de désintégration du système financier et de dépression économique.

La mondialisation a rendu les économies interpendantes, la crise est mondiale et les réponses ne peuvent être que mondiales.

Les politiques macroéconomiques doivent être pensées à l'échelle mondiale, et c'est l'objet de la réunion du G20. La récession, son ampleur, sa durée vont en partie dépendre de la capacité des pays à coopérer pour amortir le «creux du cycle».

Le G20 a décidé des plans de relance qui resteront, certes, dictés par les priorités nationales mais dont la mise en œuvre doit être synchronisée pour qu'ils produisent le maximum d'effets dans des délais assez courts.

Même les USA s'y sont résignés et le nouveau président Barack Obama a annoncé de gros efforts de relance budgétaire. Il en fait même la priorité de sa mandature.

• La seconde décision qui a été prise a trait à la réforme du système de Bretton Woods. Rappelons que c'est en 1944, à Bretton Woods qu'est né l'ordre monétaire mondial qui a remplacé le système de l'étalon et par un système plus flexible mais garant de la stabilité monétaire et financière mondiale. Le dollar acquiert le statut de monnaie de réserve

internationale et sa valeur est ancrée à l'or (convertibilité du dollar en or : 35 dollars l'once d'or).

Les USA ont commencé, dès cette époque, à vivre au-dessus de leurs moyens et à laisser enfler considérablement leur dette.

Et sans entrer dans les détails de la mécanique, les déséquilibres financiers s'amplifiaient : déficit courant américain abyssal, gonflement de l'endettement des ménages, comportements spéculatifs.

Le système de Bretton Woods, qui paraissait posséder sa cohérence, est aujourd'hui remis en cause et la réforme du système monétaire international est primordiale.

Le G20 a décidé dans sa résolution finale de «renforcer le rôle de conseil financier du FMI grâce à un instrument d'expertise financière capable d'identifier les fragilités des systèmes financiers nationaux et leur régulation avant l'apparition des crises».

De même «la représentativité et la participation des économies émergentes et en développement dans le FMI et la BM se doivent d'être renforcées».

Mais le grand sujet sur lequel le G20 n'a encore fait aucune proposition précise est bien celui de la réforme du capitalisme mondial ce que d'aucuns préfèrent appeler «la refondation du capitalisme». S'acheminerait-on vers ce

que Sarkozy a appelé de ses vœux, c'est-à-dire une réhabilitation du «bon capitalisme entrepreneurial» face au capitalisme financier et à la financiarisation de l'économie.

Les Etats-Unis ne veulent pas entendre parler d'une remise en cause de cette dernière car c'est là qu'ils réalisent leurs plus values face à des économies asiatiques plus productives et de plus en plus compétitives.

«Les Etats-Unis, accusés d'avoir laissé le génie de la finance sortir de sa bouteille, ne sont pas prêts à l'y faire retourner à grands coups de mesures réglementaires» (Crédit agricole, *Eco News*, n° 116 - 14 novembre 2008).

Les Européens, pour leur part, ont déjà fixé leurs objectifs et appellent à une régulation financière renforcée selon cinq grands axes :

«1 - La surveillance réglementaire doit être étendue à tous les acteurs de la finance.

2 - Un code de conduite visant à éviter les prises de risques excessives dans le secteur financier doit être adopté.

3 - Les règles comptables doivent être harmonisées.

4 - La qualité des notations des agences de rating doit être surveillée.

5 - Le FMI en tant qu'instance de gouvernance macroéconomique mondiale doit avoir un rôle pri-



Par Abdelmadjid Bouzidi
abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr

mordial». Enfin les pays émergents victimes d'une globalisation économique et financière mal contrôlée doivent entrer dans les débats et faire valoir leurs poids économiques croissants.

Comme on peut le constater, ceux qui pensaient que la crise allait triompher du capitalisme et qu'elle constituait son «mur de Berlin», en ont pour leurs frais.

Tout juste un peu d'Etat, momentanément, pour démêler la situation, retour à la régulation (mais pas trop, grogne Bush) et on recommence.

Une situation qui fait penser à «l'alcoolique qui, au lendemain de la cuite et en gueule de bois, jure qu'il ne touchera plus à la bouteille mais qui, le soir venu, se remet à boire !»

A. B.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com



ET ON FAIT QUOI MAINTENANT ?

Boycott ! Boycott ! Boycott ! Boycott !

Boycott ! Boycott ! Boycott ! Boycott ! Boycott !

**Boycott ! Boycott ! Boycott ! Boycott ! Boycott !
Boycott ! Boycott ! Boycott ! Boycott !
Boycott ! Boycott ! Boycott ! Boycott ! Boycott !
Boycott ! Boycott! Boycott! Boycott !
Boycott ! Boycott ! Boycott ! Boycott ! Boycott !
Boycott ! Boycott! Boycott ! Boycott !
Boycott ! Boycott ! Boycott ! Boycott ! Boycott ! Boycott !
Boycott ! Boycott! Boycott ! Boycott !
Boycott ! Boycott ! Boycott ! Boycott ! Boycott !
Boycott ! Boycott ! Boycott! Boycott !
Boycott ! Boycott ! Boycott ! Boycott ! Boycott !
Boycott ! Boycott ! Boycott ! Boycott !
Boycott ! Boycott ! Boycott ! Boycott ! Boycott !
Boycott ! Boycott ! Boycott ! Boycott ! Boycott !
Boycott ! Boycott ! Boycott ! Boycott ! Boycott !
Boycott ! Boycott ! Boycott !Boycott !
Boycott ! Boycott ! Boycott ! Boycott ! Boycott !
Boycott ! Boycott !Boycott !Boycott !
Boycott ! Boycott ! Boycott ! Boycott ! Boycott !
Boycott ! Boycott !Boycott ! Boycott ! Boycott !
Boycott !**

**Boycott ! Boycott ! Boycott ! Boycott ! Boycott !
Boycott ! Boycott !
Boycott ! Boycott ! Boycott ! Boycott ! Boycott !
Boycott ! Boycott ! Boycott ! Boycott ! Boycott !
Boycott ! Boycott ! Boycott ! Boycott !
Boycott ! Boycott ! Boycott ! Boycott ! Boycott !
Boycott ! Boycott ! Boycott ! Boycott !
Boycott ! Boycott ! Boycott ! Boycott ! Boycott !
Boycott ! Boycott ! Boycott ! Boycott !
Boycott ! Boycott ! Boycott ! Boycott ! Boycott !
Boycott ! Boycott ! Boycott ! Boycott ! Boycott !
Boycott ! Boycott ! Boycott ! Boycott !
Boycott ! Boycott ! Boycott ! Boycott ! Boycott !
Boycott ! Boycott ! Boycott ! Boycott !
Boycott ! Boycott ! Boycott ! Boycott ! Boycott !
Boycott ! Boycott ! Boycott ! Boycott !**

Sans oublier, bien sûr, de fumer du thé et de rester éveillé à ce cauchemar qui continue.

H. L.